

Cahier des charges en lien avec les travaux à risque amiante

Réf. CC -SS4-
2025-043-292-v0

CHU TOULOUSE – RANGUEIL – LARREY - PURPAN

13/06/2025

Travaux de remplacement de 12 appareils Travaux de rénovation de 3 appareils

1. Sommaire

1. Sommaire	1
2. Présentation du projet	1
2.1. Objet du document	1
3. Situation amiante	2
4. Modalités d'exécution des travaux	2
5. Analyse critique par les entreprises	5
6. Normes et règlements	5

2. Présentation du projet

2.1. Objet du document

Le présent document s'adresse aux entreprises intervenant pour les travaux de remise à niveau technique de 3 appareils ainsi qu'au remplacement complet de 12 appareils pour le CHU DE TOULOUSE dans les hôpitaux de LARREY, PURPAN et RANGUEIL. Etant donné que la présence d'amiante a été mise en évidence dans le RAAT du bâtiment H1 de l'hôpital du lot 3 – RANGUEIL, l'Entreprise en charge des travaux doit tenir compte de la présence d'amiante et adapter ses interventions en conséquence.

Ce document vise donc à définir les modalités de réalisation des travaux comportant un risque amiante dans le cadre du projet et vient compléter le CCTP d'ACCEO Ascenseur référencé 2024-060-921 - Ind D.

2.2. Localisation

Les sites sont localisés aux adresses suivantes :

- ▶ **LARREY** : Bâtiment Principal - 24 Chemin de Pouvoirville
- ▶ **PURPAN** : Hôpital des enfants Paule de VIGUIER Internat - Place du Docteur Joseph Baylac
- ▶ **RANGUEIL** : Bâtiment H1 - Avenue du Professeur Jean Poulhès

2.3. Contraintes particulières

Les travaux sont réalisés en milieu hospitalier occupé. L'Environnement du chantier est donc particulièrement sensible. Les travaux ne doivent pas occasionner de poussières.

3. Situation amiante

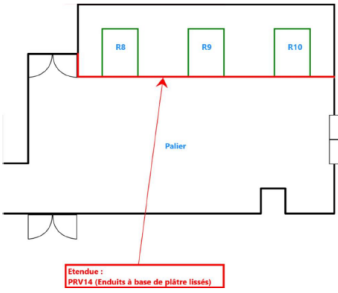
3.1. Rapports mis à disposition

Le présent additif est établi à partir des pièces suivantes :

Périmètre de repérage	Type de rapport	Réf diagnostic	Date	Opérateur de repérage
CHU de RANGUEIL H1 Ascenseurs R8, R9 et R10	RAAT	2024-070-893/295700-1	17/02/2025	A2C Contrôles
CHU de RANGUEIL H1 Ascenseur R11	RAAT	2024-070-893/295699-1	17/02/2025	A2C Contrôles
CHU de LARREY Ascenseurs MC1 et MC2	RAAT	2024-070-893/295703-1	17/02/2025	A2C Contrôles
CHU de LARREY Ascenseur MC3	RAAT	2024-070-893/295706-1	17/02/2025	A2C Contrôles
CHU de PURPAN URGENCE ENFANTS Ascenseurs A1 et A2	RAAT	2024-070-893/295701-1	17/02/2025	A2C Contrôles
CHU de PURPAN URGENCE ENFANTS Ascenseurs A3, A4 et A5	RAAT	2024-070-893/295749-1	17/02/2025	A2C Contrôles
CHU de PURPAN PAULE DE VIGUIER Ascenseur B6.1	RAAT	2024-070-893/295712-1	17/02/2025	A2C Contrôles
CHU de PURPAN INTERNAT DE MÉDECINE Ascenseur P039	RAAT	2024-070-893/295710-1	17/02/2025	A2C Contrôles

3.2. Synthèse de l'information amiante

Le tableau ci-dessous synthétise l'information « amiante » ainsi que la localisation des MPCA.

Localisation	Composant de la construction	MPCA	Quantité estimée	Unité	Localisation du MPCA
Diagnostic 2024-070-893/295700-1 du 17/02/2025 de A2C Contrôles					
Paliers d'ascenseur R-2 à R+7	Parois verticales intérieures	Enduits à base de plâtre lissés	202,5	m²	

Remarque : cette synthèse n'exonère pas l'Entreprise de prendre connaissance des rapports de repérage de l'amiante établis. L'Entreprise doit signaler tout écart/oubli identifié.

4. Modalités d'exécution des travaux

4.1. Méthodologie attendue vis-à-vis de l'amiante

Seuls les travaux portant sur les ascenseurs R8, R9 et R10 du CHU de RANGUEIL H1 se feront sous cadre réglementaire « amiante ». En effet la présence d'enduit plâtreux sur les murs maçonnés nécessite d'adapter les modalités d'intervention afin que :

- ▶ Les travailleurs ne soient pas exposés à des fibres d'amiante.
- ▶ Les fibres d'amiante ne soient pas disséminées dans le bâtiment.

Etant donné que les baies palières ne seront pas agrandies, le MPCA n'a pas lieu d'être retiré. De ce fait, les travaux portant sur l'amiante sont envisagés conformément aux dispositions de la sous-section 4 de la section 3 du Code du Travail.

4.2. Processus amiante attendus

L'Entreprise doit mettre en œuvre des processus « amiante » générant un empoussièrement inférieur au seuil de 5 f/l défini par le Code de la Santé Publique. Ces processus doivent être décrits dans des modes opératoires conformes à l'article R4412-145 du Code du Travail. Ci-dessous la liste des processus envisagés. Cette liste n'est pas limitative et doit être complétée par l'entreprise si nécessaire.

Intervention en interface avec l'amiante	Niveau d'emp. attendu	Cadre réglementaire applicable imposé
Percements avec utilisation de poche de gel ou aspiration THE	1 (< 5 f/l)	Sous-section 4
Préparation du support avant application d'enduit / reprise de maçonnerie	1 (< 5 f/l)	Sous-section 4

4.3. Installation de chantier,

a. Branchement et raccordements électriques et fluides

Se conformer aux prescriptions du CCTP établi par ACCEO Ascenseur.

b. Base vie

Se conformer aux prescriptions du CCTP établi par ACCEO Ascenseur.

c. Clôtures

L'Entreprise doit baliser sa zone d'intervention de sorte à ce que celle-ci soit rendue inaccessible à tout intervenant extérieur.

d. Plan d'installation chantier

L'Entreprise doit proposer un plan d'installation de chantier en lien avec les contraintes évoquées précédemment.

4.4. Modalités communes aux travaux à risque amiante

a. Installation de chantier amiante

L'entreprise doit :

- ▶ La mise en place d'une zone de stockage provisoire de déchets amiante (zone matérialisée par des barrières opaques avec polyane au sol) ;
- ▶ La mise en place des sas de décontamination ou pré-décontamination du personnel, des déchets et du matériel.

b. Délimitation des zones de travail

Préalablement à toute intervention à risque amiante, l'entreprise doit :

- ▶ La mise en place de tous les dispositifs permettant d'isoler complètement la zone de travail de manière physique et étanche. Cette tâche est d'autant plus importante que du passage de résidents se fera à proximité directe ;
- ▶ La mise en place de protection sur les équipements et ouvrages conservés et non décontaminables. Une attention toute particulière est portée sur le fait que les travaux ne doivent engendrer aucune détérioration ;
- ▶ Le balisage et la signalisation de chaque zone de travail ;
- ▶ La condamnation de tous les autres accès à la zone de travail non utilisés par l'entreprise.

c. Moyens de protection spécifiques à la gestion du risque amiante

L'entreprise doit justifier la méthodologie d'exécution des travaux à risque amiante de chacun des processus envisagés. En détaillant le triptyque matériaux / technique / type de protections collectives et individuelles. L'entreprise estime le niveau d'empoussièrement attendu pour chaque processus à partir de retour d'expérience ou de base de données fiables (exemple : Scolamiente) selon 3 niveaux d'empoussièrement :

- ▶ Niveau 1 : EMPOUSSIEREMENT < 100 fibres/litre ;
- ▶ Niveau 2 : 100 fibres/litre < EMPOUSSIEREMENT < 6000 fibres/litre ;
- ▶ Niveau 3 : 6000 < EMPOUSSIEREMENT < 25000.

En fonction du niveau d'empoussièrement attendu, l'entreprise prévoit des moyens de protection adaptés et se conformant :

- ▶ A l'arrêté du 7 mars 2013 et de l'instruction de la DGT du 16 octobre 2015 pour les EPI ;
- ▶ A l'arrêté du 8 avril 2013 et de l'instruction de la DGT du 16 octobre 2015 pour le EPC.

Il est expressément rappelé que ces moyens de protection dépendent exclusivement du niveau d'empoussièrement attendu, que les travaux relèvent de la sous-section 3 ou de la sous-section 4 du Code du Travail.

Dans le cas présent, l'entreprise n'est autorisée à réaliser que des interventions de niveau 1 d'empoussièrement. Dans le cas où elle estime que les travaux relèvent d'un niveau 2 ou 3 d'empoussièrement, alors elle doit obligatoirement sous-traiter à une entreprise certifiée QUALIBAT 1552 (ou équivalent) pour effectuer ces travaux SS4.

d. Confinement statique

Dans les opérations à risque amiante, le confinement est réalisé à l'aide de films en matière plastique (polyane) ayant une résistance au feu M1 et à la pénétration d'au moins 300g au DART TEST.

Les raccords entre le polyane sont effectués par chevauchement des lés sur une largeur minimale d'une trentaine de centimètres. Ces chevauchements sont renforcés par un scotchage continu.

e. Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets issus des travaux à risque amiante doivent être stockés provisoirement sur une aire dédiée à cet effet. La zone de stockage doit se conformer aux prescriptions de la norme NF X 46-010. La procédure de traitement des déchets produits lors des interventions en contact avec l'amiante ou de retrait d'amiante est la suivante :

- ▶ L'entreprise doit transmettre avant le démarrage des travaux les certificats d'acceptation préalable (CAP) de déchets amiantés en filière adaptée pour chaque catégorie de déchets ;
- ▶ L'entreprise établit via la plateforme TRACKDECHETS les bordereaux de suivi de déchets (BSDA) pour validation par le maître d'ouvrage sur cette même plateforme. A noter que l'utilisation de la plateforme en ligne TRACKDECHET pour le suivi des déchets dangereux et amiante est obligatoire depuis le 1^{er} janvier 2022 (article R541-45 du Code de l'Environnement et arrêté du 21 juin 2021) ;
- ▶ L'entreprise trie les déchets amiantés par nature de matériaux et doit les évacuer vers les filières adéquates (filière décidée selon le guide de l'INRS ED 6028) ;
- ▶ Les déchets amiantés sont ramassés au fur et à mesure de leur production en zone, conditionnés dans des emballages appropriés et fermés (double ensachage en big-bag ou conditionnés sur palettes filmées) avec apposition de l'étiquetage « amiante » ;
- ▶ Les colis doivent être décontaminés à la sortie de la zone de travail et placés directement dans la zone de stockage provisoire. La zone de stockage provisoire doit se conformer à la norme NF X 46-010 ;
- ▶ Les déchets doivent être évacués hors du chantier dès que le volume le justifie. Pour rappel le transit de déchets dangereux est soumis à une déclaration ou une autorisation préfectorale selon les charges au titre des installations classées pour l'environnement ;
- ▶ L'entreprise doit s'assurer et être en mesure de démontrer au Maître d'Ouvrage que le transporteur ou le collecteur des déchets dangereux ou non dangereux dispose bien de l'ensemble des agréments préfectoraux pour le transport ou le transit de ces déchets ;
- ▶ L'ensemble des BSDA signés par la filière d'évacuation doit être remis au Maître d'Ouvrage en fin de chantier lors de la remise du DOE.

Note : il est rappelé que les déchets liés au fonctionnement du chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux conformément à l'article 4 de l'arrêté du 21/12/2012. Cela dit, ils doivent faire l'objet d'un traitement conforme et adapté. L'entreprise doit par conséquent être en capacité de prouver le traitement réglementaire et conformes de ces déchets à l'issue des travaux.

4.5. Modalités spécifiques à la SS4

a. Personnel intervenant

Le personnel intervenant doit être formé aux travaux sous-section 4 du Code du Travail. L'entreprise doit disposer à minima d'un opérateur de chantier, d'un encadrant chantier et d'un encadrant technique ou mixte technique/chantier.

b. Établissement des modes opératoires SS4

L'entreprise doit l'établissement d'un mode opératoire pour chaque type d'intervention en interface avec de l'amiante, conformément aux articles R.4412-145 à 148 du Code du Travail.

c. Métrologie inhérente aux travaux SS4

Pour tout travail relevant des dispositions de la sous-section 4 du Code du Travail, l'entreprise doit prévoir, en conformité avec le FD X 46-033, les mesures d'empoussièrement suivantes lors du chantier test :

Type de mesure	Conditions	Objectif
Mesures sur opérateur		
Mesures de caractérisation de l'exposition sur la journée de travail (ex type J)	Durée : 2h 1 fois par semaine par processus Sur opérateur en situation significative d'exposition	Garantir le respect de la VLEP fixée à 10f/L sur 8h. Réaliser un chantier test.
Mesures de caractérisation du niveau d'empoussièrement de processus (ex type J)		
Mesures de caractérisation du niveau d'empoussièrement de phase opérationnelle (ex type J)		
Mesures environnementales pendant les travaux		
Mesures en zone de travail (ex type O)	Durée : au moins 4 h Entre 0,5 à 2 fois par semaine pour chaque type de mesure. La périodicité est à établir selon le §3.5.2.5 du FD X 46-033. Au niveau des différents points cités par le FD X 46-033	Garantir l'absence de dispersion de fibres en dehors de la zone d'intervention (seuil 5 f/L)
Mesures environnementales pour la protection du public (ex type L)		
Mesures environnementales chantier (ex type M)		
Mesures de vestiaire UMD (ex type R)		
Mesures de zone d'approche du sas matériel-déchets (ex type S)		
Mesures en fin de travaux		

Mesures de retrait des moyens de protection collective (ex type W)	Durée : au moins 4h Dans les zones de retrait d'amiante, après sédimentation.	S'assurer de l'absence de fibre d'amiante suite aux travaux (seuil 5 f/L)
Mesures de fin d'intervention amiante (ex type X)		

Note importante : Ces mesures sont à prévoir lors du chantier test mais également dès lors qu'un processus n'est pas validé avec un empoussièrément inférieur à 5 fibres/L.

4.6. Dossier des ouvrages exécutés

L'entreprise doit l'établissement d'un Rapport de Fin de Travaux (RFT) qui se conforme à l'art R4412-139 du Code du Travail, et doit comporter :

- ▶ Le MO SS4, ses avenants et la cartographie des zones traitées ;
- ▶ Le journal ou le registre de suivi de chantier ;
- ▶ La fiche technique des matériaux et produits utilisés ;
- ▶ La stratégie d'échantillonnage du laboratoire et les mesures d'empoussièrément amiante et plomb ;
- ▶ Les certificats d'acceptation préalable (CAP) et les bordereaux de suivi des déchets amiante (BSDA) d'évacuation des déchets.

4.7. Réception

L'entreprise réalise la réception des travaux à risque amiante en compagnie du Maître d'œuvre. L'attention sera portée sur :

- ▶ L'absence totale de poussière, de trace de confinement, de gel hydrique et tout autre dispositif ;
- ▶ L'absence totale de déchet ;
- ▶ La réalisation des travaux conformément aux prescriptions du présent document.

Une attention toute particulière doit être portée sur les équipements existants. Les travaux réalisés par l'entreprise ne doivent occasionner aucune dégradation, sous peine de devoir prendre à sa charge les frais associés à toute remise en état.

5. Analyse critique par les entreprises

Les prestations décrites dans le présent CCTP sont à la charge de l'entreprise. Il appartient à l'entrepreneur d'intégrer toutes les sujétions qu'il considère comme nécessaires afin d'assurer les prestations du marché et le parfait achèvement des ouvrages.

S'il estime qu'il y a dans le dossier de consultation des omissions, erreurs ou non-conformités dans les pièces techniques (notamment rapport de repérage amiante / plomb, etc.) ou avec la réglementation en vigueur qui le conduisent à modifier ou à compléter les dispositions prévues dans ce dossier, l'entrepreneur doit en tenir compte dans l'établissement de son offre via une note explicative.

6. Normes et règlements

Les normes et règlements sont ceux en vigueur du mois qui précède la date de remise des offres. L'entreprise doit notamment respecter la réglementation suivante en vigueur :

- ▶ Code du Travail ;
- ▶ Code de la Santé Publique ;
- ▶ Code de la construction et de l'habitation ;
- ▶ Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) ;
- ▶ Les obligations dans les contrats d'assurance ;
- ▶ Les spécifications professionnelles ;
- ▶ Les prescriptions techniques des différents services publics ou concédés, EDF, GDF, PTT, EAU, ASSAINISSEMENT.
- ▶ L'ensemble des normes françaises et européennes publiées par l'AFNOR ;
- ▶ Les règles de protection contre l'incendie ;

L'ensemble des travaux à réaliser au titre du présent marché doit satisfaire aux exigences et prescriptions des différents textes législatifs et réglementaires, ainsi que l'ensemble des cahiers des charges et des clauses techniques générales, les documents du REEF, les DTU, les avis techniques du CSTB et les documents techniques COPREC.

Le Candidat est tenu au respect des règles précisées notamment dans ces codes et en particulier l'application du Code du Travail vis-à-vis de la protection des travailleurs sur le chantier. L'ensemble de la réglementation et des normes françaises homologuées concernées par les travaux et en vigueur au moment de la proposition de l'Entreprise, est applicable. L'Entreprise est réputée en connaître le contenu.

Les évolutions de ces textes pendant la durée du marché sont pleinement applicables. En cas de divergence entre les différents textes et règlements, le plus contraignant est retenu et appliqué. Le titulaire respecte au moment de l'exécution des prestations l'ensemble de la réglementation en vigueur.